



Vive les travailleurs et les drapeaux rouges

Hollande-Sarkozy : l'affiche du second tour de la présidentielle, dimanche prochain, est sans surprise.

■ **Sarkozy, le prétendu « candidat du pouvoir d'achat » et de « la France qui se lève tôt » ne s'est pas contenté d'une fête en 2007 avec ses amis du Fouquet's, un de ces grands restaurants parisiens qui ne sont pas les derniers à profiter du « vrai travail » de sans-papiers surexploités.**

Il s'est depuis méthodiquement employé à casser les services publics, à plomber les comptes de l'État à coups d'exonérations fiscales pour le patronat, à mettre à mal les systèmes de retraite et autres entourloupes. Puis il a imaginé la TVA sociale pour faire payer par les salariés de nouvelles exonérations patronales, et les accords compétitivité-emploi pour faire accepter par des syndicats des baisses de salaires. Difficile dans ces conditions de faire illusion auprès des travailleurs.

Pour ce 1^{er} mai, Sarkozy a donc plutôt choisi d'en rajouter dans la démagogie, étalant son mépris et ses préjugés de classe devant ses partisans rassemblés sur l'Esplanade du Trocadéro : le 16^{ème} arrondissement de Paris, bel endroit pour se vanter de parler « devant une marée de drapeaux tricolores » et non de défiler « derrière les drapeaux rouges » !

En prélude, un second couteau s'est chargé d'expliquer qu'il y a d'un côté des fonctionnaires « privilégiés et protégés » et de l'autre « une France, celle du travail, celle qui ne demande jamais rien » et que « nous souhaitons mettre à l'honneur ».

■ **Car c'est bien là le rêve de Sarkozy : des travailleurs soumis et résignés, qui accepteraient leur condition sans jamais rien demander.**

Sans contester un système qui jette les uns au chômage pendant que les autres sont contraints aux heures supplémentaires, qui recule l'âge de la retraite et réserve aux jeunes les petits boulots ou rien du tout.

Où on assiste les riches et fait la morale aux pauvres.

Face à ce mépris, il y a bien des raisons de vouloir dégager Sarkozy. Et nous sommes solidaires de ceux qui voudront le faire dimanche prochain en allant voter Hollande, ou qui voudraient y contribuer bien qu'ils n'aient pas le droit de vote.

Mais l'essentiel serait de dégager vraiment la politique qu'incarne Sarkozy au profit de ceux qui font payer la crise aux classes populaires, en France comme ailleurs en Europe, quelle que soit la couleur du gouvernement. Et pour cela, il n'y aura aucun « vote utile » le 6 mai.

■ **Sur les questions essentielles pour le monde du travail, Hollande s'est gardé de la moindre promesse, pas même celle de revenir sur les mesures les plus impopulaires prises par la droite.**

Hollande ne compte que sur le rejet de Sarkozy pour se faire élire. Il s'est contenté d'annoncer aux confédérations syndicales « la mise en place d'une grande conférence sociale », avec pour objectif de relever avec le patronat « le grand défi de la croissance et de la production ». Quelle audace ! Le monde de la finance doit en trembler d'avance.

■ **Après le 6 mai, une chose est sûre : le « vrai » monde du travail, celui qui ne se résigne pas, ne pourra compter que sur ses luttes et ses mobilisations pour ne pas subir l'austérité.**

C'est cette perspective qu'ont exprimée au premier tour les suffrages en faveur de l'extrême-gauche, Philippe Poutou et Nathalie Arthaud, sans doute aussi une bonne partie des votes pour Jean-Luc Mélenchon.

Ce courant radicalement opposé à Sarkozy et à l'extrême-droite, sans aucune confiance en la gauche gouvernementale, est certes minoritaire dans les urnes. Mais dans les quartiers, dans les entreprises et dans la rue, il sera décisif demain pour préparer la contre-offensive du monde du travail.

Le temps c'est de l'argent

Cette année, les Augmentations Individuelles (AI) ont été annoncées à partir du 20 avril au lieu du 1^{er}. Et les cadres ne la toucheront qu'en juillet. Autant de gagné pour la direction, autant de moins sur la paye.

Auparavant les AI étaient versées en janvier. Bientôt, elles seront annoncées en juillet, versées en fin d'année ... et en plusieurs fois comme les AGS.

AI : Arnaque Intégrale

De nombreux ETAM n'ont eu aucune AI (préconisation 50%), les autres en majorité 1%. Côté cadres, ce n'est pas mieux : beaucoup ont 1,5%, soit en dessous des AGS (préconisation direction 30%). Certains ont même 0 % sous prétexte qu'ils seraient déjà trop payés ! Pourtant le salaire élevé de Ghosn ne l'empêche pas de toucher un sacré bonus.

Une Augmentation Générale de Salaire (AGS) de 300 € pour tous, APR, ETAM et cadres : ce serait une mesure de justice sociale.

Comment gâcher une fête

Le 21 juin, jour de la fête de la musique, les salariés du Technocentre, d'Aubevoye, de Rueil, Lady, Villiers et du Siège auront le privilège de participer à un grand concert de pipeau : le retour de la Journée de l'Équipe. Cette année, le directeur des Etablissements d'Ile de France « propose un partage autour du thème de la fierté de l'équipe ». Prière de laisser sa fiche de paye au placard.

Un exemple à suivre

Pour faire passer leur politique d'économies parmi leurs salariés, les membres du directoire de PSA ont renoncé à leurs bonus. Et aucun dividende ne sera versé. Le PDG de PSA, Varin, ne touchera « que » sa part fixe : 1,3 millions d'€. Largement suffisant.

Rien de tel chez Renault, alors que Tavares affirmait à l'open forum du 10 avril qu'il ne pouvait pas augmenter davantage les salaires car Renault serait « au bord du précipice ».

Assemblée des actionnaires de Renault : circulez, il n'y a rien à voir !

L'assemblée générale des actionnaires de Renault s'est tenue le 27 avril 2012. Que faut-il en retenir ?

- Que la direction n'a **pas tenu de discours alarmistes sur la situation de Renault**, que ces discours sont réservés aux salariés pour justifier la réduction des coûts et de leur pouvoir d'achat.
- Que les **petits actionnaires n'ont aucun pouvoir**, les salariés-actionnaires encore moins (3 % des actions), et que les choix de Renault visent à satisfaire les gros actionnaires qui vont se partager la majorité des **343 millions d'euros de dividendes** versés cette année, **avec la bénédiction de l'Etat-actionnaire**.
- Que les **salariés** pourraient avoir **du pouvoir**, mais ailleurs : **car ce sont eux qui font tourner l'entreprise**.

Le sale air de Ghosn

Lors de la traditionnelle session des questions-réponses, le PDG a été interpellé par un petit actionnaire ancien salarié : l'impertinent, applaudi 3 fois par la salle, a dénoncé le niveau de la rémunération de Ghosn et lui a demandé de « restituer l'argent détourné de l'entreprise ».

Ghosn, mal à l'aise, a voulu passer à la question suivante sans répondre, ce qui n'a pas plu à la salle. Il a alors transmis la patate chaude à son ami Ladreit de Lacharrière : c'est vrai qu'il s'y connaît en bonus.

Les amis du président

Marc Ladreit de Lacharrière : PDG et propriétaire de Fimalac (agence de notation Fitch). Rémunération 2011 : 1,8 millions d'€. 7^{ème} fortune française.

Jean-Pierre Garnier : président de NormOxys, administrateur d'United Technology. Rémunération 2009 : 4,4 millions d'euros.

Thierry Desmarest : administrateur d'Air Liquide, Sanofi-Aventis, Bombardier, Total (ex-PDG). Rémunération 2009 : 2 millions d'euros.

Alain Belda : membre de la direction du géant financier Citigroup et d'IBM. Son dernier salaire comme PDG d'Alcoa en 2007 : 8,5 millions d'euros.

Leur point commun ? Ils forment le Comité des rémunérations de Renault qui fixe le salaire des

cadres dirigeants. C'est lui qui a décidé d'allouer à Ghosn une prime de 1,6 millions d'euros (130 % de sa part fixe) et 200 000 stock-options représentant un gain potentiel de 1,48 millions d'euros. Des « petits » cadeaux qui entretiennent l'amitié...

L'éthique des affaires

Mouna Sephri serait, selon Le Figaro, « la femme qui monte ». Cette avocate d'affaires proche de Ghosn occupe entre autres fonctions chez Renault, la présidence du comité d'éthique. Déjà membre du conseil d'administration de Renault et de Nexans, elle vient d'être nommée administratrice du groupe Danone par son PDG Franck Riboud, lui-même administrateur de Renault. De quoi renforcer un sens de l'éthique tout à fait indépendant.

Social : incompatible avec business

L'AG des actionnaires a été l'occasion d'un grand show sur le « social business » et la Fondation Renault. La direction a vanté ses actions en faveur de l'« économie circulaire » (retraitement des déchets...), du développement social au Brésil, etc. Tout aussi crédible que lorsque Total ou Areva se prétendent champions du développement durable.

Et sous-payer les travailleurs au Maroc et en Roumanie, ou réduire l'emploi et le pouvoir d'achat en France, c'est aussi du « social business » ?